

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAGRAL SARL

Avenue de l'Ursuya
CS 30031
64250 Cambo-Les-Bains

Références : ED/UbD40-64B/D2025_
Code AIOT : 0005202383

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement SAGRAL SARL implanté au lieu dit Achtokocho 64120 Arbouet-Sussaute. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGRAL SARL
- Achtokocho 64120 Arbouet-Sussaute
- Code AIOT : 0005202383
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAGRAL est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 06/IC/274 du 20 juillet 2006, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire des communes d'Arbouet-Sussaute et d'Autevielle-Saint-Martin-Bideren, sur une superficie de 392 277 m², pour une durée de 30 ans. Cette autorisation arrivera à échéance le 20 juillet 2036. La production maximale autorisée de la carrière est de 400 000 tonnes par an. Cette activité est as-

sociée à une installation de concassage criblage des matériaux d'une puissance de 1 600 kW et à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux.

Cette autorisation a fait l'objet de plusieurs modifications des conditions d'exploitations, validées par les arrêtés complémentaires suivants :

- APC n° 09/IC/131 du 26 mai 2009 relatif à la modification du phasage des travaux et la modification du montant des garanties financières
- APC n° 09/IC/261 du 7 décembre 2009 relatif au déplacement de l'installation de traitement des matériaux et à l'élargissement du périmètre d'extraction
- APC n° 2383/2016/001 du 29 février 2016 relatif à la modification du phasage des travaux et la modification du montant des garanties financières
- APC n° 2383/2019/008 du 18 juin 2019 relatif à la modification du phasage des travaux et la modification du montant des garanties financières
- APC n° 2383/2021/017 du 23 juillet 2021 relatif à l'adaptation des prescriptions techniques pour le suivi des eaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2006, article 3.3,2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3.4-1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3.4,8	Demande d'action corrective	12 mois
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3.6	Demande d'action corrective	3 mois
9	Stockage des stériles et matériaux de la découverte	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 5.8	Demande d'action corrective	3 mois
10	Limites des excavations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 6.2	Demande d'action corrective	3 mois
11	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 20/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Contrôle de la qualité des eaux	AP de Mise en Demeure du 20/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Les eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 20/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3.8	Sans objet
12	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités ayant fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure n° 2383/2024/023 du 20 décembre 2024, ont toutes été levées.

Lors de cette inspection, l'ensemble des observations de l'inspection du 5 novembre 2024, ont été reprises. Il ressort que l'exploitant a soit satisfait à l'observation, soit engagé les mesures pour réduire cet écart réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières dans l'environnement
Prescription contrôlée : 3.3.4.4 : Bilan annuel des retombées atmosphériques Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a transmis les bilans de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement pour les années 2022, 2023 et 2024. Ces bilans indiquent une réduction régulière de l'empoussièrement du site, sous le seuil réglementaire de 500 mg/m ² /jour, en maintenant les mesures mises en places pour réduire les envols (limitation de la vitesse, bâchage des bennes, entretien des pistes, nettoyage et brumisation des installations ... Ces bilans mentionnent également la nécessité de déplacer 2 jauges au regard des vents dominants sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La réponse de l'exploitant satisfait à la mise en demeure. L'inspection invite l'exploitant à modifier son plan de surveillance selon les analyses des bilans annuels et des conditions météorologiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Contrôle de la qualité des eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la qualité des eaux
Prescription contrôlée : Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télé-déclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet. Chaque année, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un état récapitulatif des résultats de mesures, accompagné du rapport d'un hydrogéologue qualifié présentant le bilan des impacts hydrologiques de la carrière durant la période écoulée et l'impact prévisionnel de la période suivante.

Constats : Par transmission du 11 février 2025, l'exploitant a transmis la bilan hydrologique et hydrogéologique pour l'année 2024. La conclusion n'indique aucun nouvel impact, ni découverte de drain karstique productif. Il est attendu aucun nouvel impact pour l'année 2025, toutefois l'approfondissement à la cote 60 m NGF et l'élargissement du carreau pourrait entraîner une augmentation du volume d'exhaure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Les eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Les eaux souterraines
Prescription contrôlée : Le réseau de surveillance se compose d'une échelle limnimétrique en fond de la fouille d'extraction ou d'un dispositif équivalent. Cette échelle ou dispositif équivalent, est raccordée au système Nivellement Général Français. Un suivi piézométrique trimestriel est réalisé sur l'échelle limnimétrique. [...] Chaque année, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un état récapitulatif des résultats des mesures de surveillance des eaux souterraines, accompagné du rapport d'un hydrogéologue qualifié présentant le bilan des impacts hydrologiques de la carrière durant l'année écoulée et l'impact prévisionnel de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport hydrogéologique pour l'année 2024. En raison d'absence d'évolution des enjeux hydrogéologiques, ce bilan a été réalisé en interne par du personnel qualifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2006, article 3.3,2
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions
Prescription contrôlée : Les dispositifs de limitation d'émission des poussières sont aussi complet et efficace que possible. Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm3. En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm3. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.
Constats : Lors de l'inspection du 5 novembre 2024, il a été demandé à l'exploitant de tout mettre en œuvre pour remettre en état la voirie entre la RD 246 et l'entrée de la carrière. L'exploitant nous informe que les travaux de voiries ne peuvent pas être réalisés en période pluvieuse. Toutefois il présente les travaux qu'il va réaliser avant la période estivale : <ul style="list-style-type: none"> • nettoyage de la voirie avec une balayeuse adaptée pour définir les travaux à réaliser, en concertation avec le Maire de la commune • création d'un ralentisseur à l'entrée du site, permettant également de dévier les eaux de

ruissellement vers le bassin de décantation présent à l'entrée du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un échéancier des travaux envisager.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3.4-1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.4.1.1. - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux ou des sols.</p> <p>3.4.1.2. - Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptible de polluer les eaux superficielles et souterraines.</p> <p>3.4.1.3. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux sont construits selon les règles de l'art. Ils doivent porter, en caractères apparents, mention de leur contenu. Ils sont installés dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égal à la plus grande des deux valeurs ci-après: * 100 % du volume du plus grand réservoir ; * 50 % du volume total des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres la capacité de rétention doit être au moins égale à : * dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; * dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 1000 litres (à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 1000 litres). Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité immédiate de l'orifice, sont mentionnés de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.</p> <p>3.4.1.4. - Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le ravitaillement des engins à mobilité réduite, pelle hydraulique, pourra être réalisé sur la carrière, à condition de disposer à proximité immédiate, d'un nécessaire d'absorption pour récupérer les liquides déversés accidentellement.</p> <p>3.4.1.5. - Les produits ainsi collectés ne peuvent être rejetés et doivent soit être réutilisés soit être éliminés par un organisme agréé dans les conditions prévues à l'article 3.6.3 ci-dessous. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.</p> <p>3.4.1.6. - L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : En réponse aux observations de l'inspection du 5 novembre 2024, l'exploitant a notablement réduit le volume d'huile stocké dans l'hangar de maintenance. Le volume d'huiles présent lors de l'inspection était inférieur à 600 litres, placées au-dessus de ré-</p>

tentions étanches. La grille de collecte des eaux et égouttures de l'aire de ravitaillement reste très encombrée par les boues entraînées par les roues des engins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'engager des aménagements de cette aire de ravitaillement pour améliorer l'efficacité de ce dispositif de collecte des eaux potentiellement polluées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3,4,8
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : 3.4.8.1. - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau 3.4.8.2. - Les eaux utilisées sur le site proviennent : * d'un prélèvement dans le milieu naturel, * du réseau public de distribution d'eau potable. La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu est limitée à 2 500 m ³ . Le point de prélèvement des eaux est situé dans le bassin de décantation au Nord de la parcelle n° 13. Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. 3.4.8.3. - Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. 3.4.8.4. - Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique.
Constats : Par courrier du 11 décembre 2024, l'exploitant signale reprendre une étude de 2020 pour utiliser l'eau d'exhaure dans le traitement des poussières en remplacement de l'eau potable. Les aménagements pour le prélèvement sur les eaux rejetées depuis l'exhaure pour les besoins en eaux industrielles nécessaire au traitement des poussières, devront être finalisés pour 2026 Le réseau d'eau potable est actuellement indépendant du réseau des eaux prélevées sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de finaliser la mise en place de l'approvisionnement en eaux industrielles sur le dispositif d'exhaure de la carrière pour mars 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée :

<p>3.6.1. - Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits.</p> <p>3.6.2. - Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.</p> <p>3.6.3. - Les déchets qui ne peuvent pas être revalorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées. Il tient à disposition de l'inspecteur des installations classées un registre sur lequel sont mentionnés, pour chaque type de déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine, la composition, le code de la nomenclature et la quantité ; • le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement et la date de l'enlèvement ; • la destination précise des déchets et leur mode d'élimination. <p>Les documents justificatifs de l'exécution des opérations ci-dessus, sont également tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>3.6.4. - Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a inscrit le site d'Arbouet dans l'application Trackdéchets. Il déclare ne plus brûler d'emballage de produits explosifs sur le site.</p> <p>Les filtres usagés et 450 litres d'huiles ont été évacués par VEOLIA.</p> <p>Le tri des déchets n'est pas encore organisé, toutefois l'exploitant s'engage à le mettre en place pour l'été 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le tri des déchets sur le site pour l'été 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 3.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées et entretenues selon les dispositions du décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Elles sont maintenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle des installations électriques a été annoté avec les dates de levé des observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Stockage des stériles et matériaux de la découverte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 5.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des stériles et matériaux de la découverte</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalisera le stockage des stériles et des matériaux de la découverte sur trois zones distinctes</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Zone de remblai 1, implantée au Sud de l'extraction sur les parcelles n° 15, 44 et 52. La hauteur maximale du stockage ne dépassera pas la cote + 180 m. NGF 2. Zone de remblai 2, implantée au Nord-Est de l'extraction sur la parcelle n° 240. La hauteur maximale du stockage ne dépassera pas la cote de + 167 m, NG. 3. Zone de remblai 3, implantée dans la partie nord de la fouille sur la parcelle n° 13. La hauteur de stockage ne dépassera pas la cote de + 105 m. NGF. <p>La réalisation de ces stockages satisfera à la méthode prévue au dossier de demande d'autorisation n° C02-0903 du 17 octobre 2005. Il respectera notamment les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Le pied des remblais 1 et 2, sera ancré dans le terrain naturel par un terrassement préalable, et des enrochements seront éventuellement mis en place en pied de pente, * L'ancrage du pied de talus du remblai 3, sera réalisé par le maintien d'une barre rocheuse en limite de la zone de remblai, * Le talus de chaque remblai sera réalisé selon une pente maximale de 1/1 avec des gradins d'une hauteur maximale de 5 mètres. * Les matériaux mis en place sont régulièrement compactés * Le profilage de la banquette permettra de collecter les eaux de ruissellement en pied de front pour les diriger vers le réseau de collecte, * Un drainage des eaux sera mis en place à travers l'ancrage à la base du remblai 3, * L'aménagement et la végétalisation des flancs seront coordonnés avec l'avancement des travaux, * Maintien d'un replat en pied de talus d'une largeur minimale de 10 mètres, * Surveillance régulière de la stabilité de chaque remblai. <p>L'inspection des installations classées pourra demander la réalisation d'une étude géotechnique par un organisme ou une personne qualifiée, dont Le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant,</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage temporaire (limité à 3 ans) des stériles à l'entrée du site est conservé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de modifier le plan de gestion des déchets inertes pour prendre en compte les modifications et la durée des différentes phase du stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Limites des excavations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limites des excavations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Cette bande de 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.</p> <p>De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes</p>

couches présentes sur toute la hauteur.
Constats : L'exploitant a présenté oralement les travaux qu'il réalise pour finaliser le réaménagement derrière les installations de traitement, en cherchant à optimiser la valorisation de ces matériaux. Des travaux de drainage des eaux doivent être réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL un plan de phasage des travaux de remise en état des anciens stockages périphériques à la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est envoyé à l'Inspecteur des Installations Classées, établi et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> * les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres ; * les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ; * les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs ; * les zones en cours d'exploitation ; * Les zones exploitées non remise en état ; * les zones de remises en état et la nature du réaménagement effectué ; * la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 6.2 ci-dessus et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; * les bornes visées à l'article 4.1.3. ; * les pistes et voies de circulation ; * les installations fixes de toute nature (basculer, locaux, installations diverses etc ...). Ce plan est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état). Une copie de ce plan, daté et signé par l'exploitant, et ses annexes, est adressé annuellement à l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas contrôlé et complété si nécessaire les bornes périmétriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de replacer rapidement la borne 25 et de matérialiser le positionnement de la borne 26 afin de positionner l'alignement de la limite d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2006, article 9
--

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L 516.1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes :
Constats : L'exploitant informe avoir réduit la surface en chantier par des travaux de remise en état sur la partie sud-est.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection le nouveau plan d'exploitation (mars 2025), accompagnée du calcul de comparaison des surfaces S1, S2 et S3 entre la situation actuelle et le prévisionnel couvert par les garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite